



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale Rouen-Dieppe**

**Arrêté du 27 JUIN 2024** modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.512-20 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 janvier 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé dans la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 sise à GRAND-COURONNE ;
- Vu le courrier du 10 janvier 2024 de l'entreprise SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 faisant état d'une demande de prorogation de l'échéance de fin des travaux de déconstruction définie par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 ;
- Vu le rapport de visite d'inspection du 21 février 2024 sur le site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE ;
- Vu le courriel de l'exploitant du 28 mars 2024 présentant un planning prévisionnel des étapes restantes pour la remédiation du site ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courriel du 2 avril 2024 ;
- Vu le recours gracieux émis à l'encontre de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 par le cabinet DS AVOCATS, représentant de l'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;
- Vu le courrier du 14 juin 2024 établi par la société BOLLORE LOGISTICS ;

- Vu la transmission du présent projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 24 juin 2024 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant formulée par courriel du 26 juin 2024 ;

### **CONSIDÉRANT**

qu'un incendie est survenu le 16 janvier 2023 dans l'entrepôt exploité par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 au titre de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 à GRAND-COURONNE, et doté de 4 cellules données en location à 4 locataires distincts ;

que la gestion et le traitement des déchets issus de cet incendie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions en date du 28 juillet 2023 vis-à-vis duquel le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) de Seine-Maritime a émis un avis favorable le 11 juillet 2023 ;

que le 15 novembre 2023, une reprise d'incendie a eu lieu en cellule n°1 sur des déchets contenant du lithium lors d'opérations de sécurisation et de démontage de bardage ;

que dès lors, l'inspection des installations classées a interdit tous travaux dans cette cellule jusqu'à ce que lui soit remis un protocole de gestion et de traitement spécifique des déchets contenant du lithium, non transmis à ce jour ;

que la société BOLLORE LOGISTICS, locataire de la cellule n°1, a signé un ordre de service pour la réalisation de ce protocole de gestion auprès de la société SECHE ENVIRONNEMENT ;

que le début des travaux de caractérisation des déchets au lithium de la cellule n°1 devant mener à l'élaboration du protocole précité a débuté le 21 février 2024 pour se terminer, selon l'ordre de service, en mars 2024 ;

que dans son courriel du 28 février 2024, l'exploitant a présenté un planning prévisionnel dont les étapes projetées sont les suivantes :

- Travaux de sécurisation de la cellule n°1 : juillet 2024 à fin octobre 2024 ;
- Reprise et fin des travaux de démolition de l'ensemble du bâtiment HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 : novembre à décembre 2024 ;
- Rendu du mémoire de fin de travaux démolition : 31 janvier 2025 ;
- Investigations pollution sur le site : janvier 2025 ;
- Rendu du rapport de diagnostic pollution : 28 février 2025 ;
- Rendu des rapports « plan de gestion » et « interprétation de l'état des milieux » : 31 mars 2025 ;

que l'intervention d'un prestataire pour réaliser les investigations pollution sur site au droit du bâtiment, et en particulier de la cellule n°1, est conditionnée à la mise en sécurité complète du bâtiment ;

que les difficultés rencontrées par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 et son locataire BOLLORE LOGISTICS (temps d'identification d'un sous-traitant qualifié pour la prise en charge des déchets au lithium de la cellule n°1, et temps d'analyses pour la caractérisation des déchets) pour le traitement desdits déchets de la cellule n°1 issus de l'incendie justifient de proroger l'échéance de fin des travaux définie par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 ;

que dans un courrier du 14 juin 2024 adressé par BOLLORE LOGISTICS à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, BOLLORE LOGISTICS a indiqué mettre en concurrence l'entreprise SECHE ENVIRONNEMENT dont l'offre technique et commerciale lui est parvenue le 3 juin 2024 ;

que l'élaboration de devis contradictoires à cette offre nécessite du temps pour la consultation de nouveaux prestataires ;

que ce délai supplémentaire doit être réduit au maximum car il est rappelé que tant que les déchets ne sont pas retirés, la lixiviation et l'alimentation des eaux souterraines en lithium se poursuivent, retardant ainsi l'arrêt du fonctionnement de la barrière hydraulique ;

que ce délai supplémentaire pour obtenir de nouvelles offres impacte les délais des étapes suivantes (bon de commande, réalisation des travaux, mémoire de fin de travaux, réalisation des sondages et plan de gestion) et qu'il convient en conséquence de décaler également les délais associés à ces étapes ;

que des précisions sont à apporter à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 quant à la restitution d'un mémoire post plan de gestion des pollutions du site ;

que s'agissant de la gestion et de l'évacuation des déchets résultant des suites d'un incendie, il y a lieu de faire application de l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

### **Article 2**

La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 mars 2025**. Un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1 est remis à l'inspection des installations classées **avant le 15 août 2024**.

La date limite de transmission d'un mémoire de fin de travaux visé à l'article 1.10, listant notamment les justificatifs de traitements des déchets générés pour le traitement de la zone sinistrée, est portée du 30 juin 2024 au **30 juin 2025**.

La date limite de transmission d'un rapport de diagnostic des sols et des sous-sols au droit de la zone sinistrée fixée à l'article 1.11.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **30 juin 2025**.

La date limite de transmission d'un plan de gestion des pollutions de la zone sinistrée, accompagné suivant les conclusions du schéma conceptuel d'une interprétation de l'état des milieux (IEM), fixée à l'article 1.11.2 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **30 septembre 2025**.

### **Article 3**

Il est ajouté un article 1.12 au Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, rédigé comme suit :

#### **« ARTICLE 1.12 – MÉMOIRE DE FIN DE TRAVAUX FINAL**

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un mémoire d'achèvement des travaux de réhabilitation visés au plan de gestion **avant le 31 décembre 2026** comportant a minima :

- la description des différentes opérations menées ;
- les documents justifiant de l'élimination des déchets et les bordereaux de suivi associés ;
- une analyse des risques résiduels après travaux, permettant de confirmer la compatibilité sanitaire entre l'état du site après travaux et les usages futurs ;
- des propositions de restrictions d'usage. »

### **Article 4 – Recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du code de justice administrative).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 – Notifications**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de GRAND-COURONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, et le directeur de l'agence régionale de santé de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à ROUEN, le **27 JUIN 2024**

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN